

**Accord professionnel**  
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DES SALARIÉS NON CADRES**  
**(Alpes-de-Haute-Provence)**

ACCORD DU 24 NOVEMBRE 2015  
RELATIF À L'ABROGATION ET AU REMPLACEMENT DES ACCORDS DU 22 JUILLET 2009  
INSTITUANT UN RÉGIME DE PRÉVOYANCE  
ET UNE ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ  
NOR : AGRS1697093M

**PRÉAMBULE**

Deux accords départementaux du 22 juillet 2009 ont institué un régime de prévoyance et une assurance complémentaire « frais de santé » pour les salariés agricoles non cadres des Alpes-de-Haute-Provence. Ces accords ont été dénoncés par la FDSEA des Alpes-de-Haute-Provence le 30 janvier 2015.

En commission mixte tenue le 24 novembre 2015 à Digne-les-Bains, les partenaires sociaux ont décidé d'appliquer l'accord national du 10 juin 2008, modifié par l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015, sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

Le présent accord a pour objet de formaliser cette décision.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application professionnel et territorial*

Le champ d'application professionnel et territorial de cet accord concerne les employeurs et les salariés, y compris les apprentis :

- des exploitations agricoles de cultures et d'élevages de quelque nature qu'elles soient, à l'exception des activités d'accoupage, d'aquaculture, de conchyliculture ;
- des groupements pastoraux, des groupements d'employeurs agricoles ;
- des établissements de toute nature, dirigés par l'exploitant agricole, en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, ou des structures d'accueil touristique, notamment d'hébergement et de restauration, situées sur l'exploitation ou dans les locaux de celle-ci,

dont le siège social, ainsi que tout établissement autonome, est situé dans le département des Alpes-de-Haute-Provence.

**Article 2**

*Abrogation des deux accords départementaux du 22 juillet 2009*

L'accord départemental du 22 juillet 2009 modifié sur un régime de prévoyance des salariés agricoles non cadres des Alpes-de-Haute-Provence ainsi que l'accord départemental du 22 juillet 2009

modifié instituant une assurance complémentaire frais de santé pour les salariés agricoles non cadres des Alpes-de-Haute-Provence sont abrogés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### **Article 3**

*Application de l'accord national du 10 juin 2008  
modifié par l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015*

Les organisations syndicales de salariés représentatives et les organisations d'employeurs de la production agricole décident que les entreprises et exploitations agricoles des Alpes-de-Haute-Provence comprises dans le champ d'application défini à l'article 1<sup>er</sup> appliquent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions prévues par l'accord national du 10 juin 2008 modifié sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

### **Article 4**

*Prise de deux options prévoyance dans le cadre de l'accord national du 10 juin 2008  
modifié par l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015*

Les organisations syndicales de salariés représentatives et les organisations d'employeurs de la production agricole décident de rendre obligatoires, dans le cadre des garanties prévoyance couvrant :

- l'incapacité temporaire de travail en prévoyance, l'option mensualisation légale et charges sociales patronales, à charge exclusive des employeurs.

Cette option est une garantie qui couvre les obligations légales de l'employeur conformément aux articles L. 1226-1 et D. 1226-1 et suivants du code du travail, ainsi que les charges sociales patronales ;

- le décès, l'option frais d'obsèques couvrant le salarié uniquement,

et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### **Article 5**

*Demande d'extension. – Date d'effet*

Une fois le délai d'opposition expiré et à condition qu'il n'y ait pas d'opposition majoritaire, les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Le présent avenant prendra effet à compter du premier jour du mois civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension et, au plus tard, le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Fait à Digne-les-Bains, le 24 novembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FDSEA des Alpes-de-Haute-Provence.

#### **Syndicats de salariés :**

FGA CFDT ;

FNAF CGT ;

FGTA FO ;

CFTC-Agri ;

SNCEA CFE-CGC.